

*Le logement*

milliards de dollars au titre de ce compte à cause du programme de nationalisation et de la concentration des sociétés au Canada. Nous pourrions faire quelque chose de nouveau, en adoptant, par exemple, une politique bien canadienne et en disant: «Nous allons supprimer les pressions exercées sur notre compte de réserves internationales en rétablissant le principe des déductions d'impôt.» Cette année, d'une façon ou d'une autre, nous nous sommes éloignés du principe de retenues de garanties de 15 p. 100. Si nous supprimions les exigences en monnaie étrangère en faisant passer la retenue d'impôt à 30 p. 100, par exemple, pour tous les effets de moins 60 mois, cela aurait pour conséquence immédiate que tous les effets à terme seraient de 60 mois.

J'entends les députés dire que je rêve, mais cette idée m'est venue de discussions et d'entretiens avec des représentants de l'industrie bancaire qui connaissent le système bancaire international et le mode de fonctionnement du système suisse. J'ai aussi examiné ce qui s'est passé aux États-Unis. Pour supprimer les pressions exercées sur le Trésor américain par l'euro-dollar, les Américains ont émis des obligations Roosa en Europe. Pour un bon pourcentage d'eurodollars, ils ont converti les exigences en effets à terme afin de réduire les pressions quotidiennes exercées sur le Reserve Board.

J'ai écouté des économistes traditionnels. J'ai lu tellement de livres que je m'en suis abîmé la vue et que j'ai maintenant besoin de nouvelles lunettes. J'ai eu le privilège d'assister à Oxford, en Angleterre, à une conférence sur les conséquences du faible taux de croissance économique sur le monde occidental. J'ai écouté et j'ai lu des débats entre des économistes traditionnels. Croyez-moi, monsieur l'Orateur, ils ne connaissent pas la solution. Ils ne font que tenir des débats et essayer d'avoir le dessus les uns sur les autres. Nous, les hommes politiques, nous comptons sur eux pour trouver une solution. Sur la scène politique, nous semblons attendre John Maynard Keynes des années 80 ou 90; mais il n'est pas là, tout simplement. Donc, il va falloir nous ouvrir l'esprit, nous sortir de ce débat doctrinaire dans lequel le monde occidental est enfermé, nous mettre à agir par nous-mêmes et à prendre en mains la destinée canadienne.

Je dirai au gouvernement qu'il est temps d'examiner l'instabilité de l'appel à nos réserves de devises. Qu'on dise à ceux qui empruntent lourdement pour acheter à l'étranger d'adopter des échéances de 60 mois pour nous donner le temps de souffler, afin d'abaisser les taux d'intérêt, de faire que les logements soient de nouveau abordables pour la majorité de la population et de remettre notre industrie au travail. En même temps, il est absolument indispensable que d'une façon ou d'une autre la population canadienne fasse suffisamment pression auprès du gouvernement libéral pour qu'il se guérisse de cette manie de tout donner, depuis l'isolement de la maison jusqu'aux \$7,500 dispensés d'intérêt pour un logement locatif, les subventions à l'industrie, aux assistés industriels qui s'engraissent à cette mangeoire publique, de cette structure et de cette domination de la vie des gens dans la société et qu'il cesse d'étouffer cette étincelle qui crée, qui innove et qui permet aux gens de gagner à l'occasion le pari du risque, ce risque qui fait des emplois et des richesses et la compétitivité avec les autres pays.

Tant que le gouvernement ne reviendra pas à une politique budgétaire qui donne des récompenses et des incitations, tant qu'il ne cessera pas de dépenser tous ces dollars de recherche et

de développement en circuit fermé avec les universités et le Conseil national de recherches, tant que le gouvernement ne commencera pas de relâcher les cordons et de donner un peu de cela au secteur privé par le moyen d'incitations fiscales suffisantes visant les augmentations des dépenses de recherches, le pays va continuer de se retirer comme l'océan qui s'en va à la marée descendante. Grand Dieu! ce que nous en avons de la chance quand nous sommes rentrés après la Seconde guerre mondiale et avons édifié le pays: nous avons le droit à une maison, le droit d'élever et de faire instruire une famille, le droit à un emploi si nous voulions travailler. Mais, lentement et sûrement, le citoyen a perdu son autonomie et il a commencé à compter de plus en plus sur le gouvernement; il n'était plus prêt à faire l'effort supplémentaire nécessaire, pour acquiescer et protéger le droit à la propriété. Comme c'est dommage, monsieur l'Orateur. C'est cela le fond du dilemme du logement au Canada aujourd'hui. L'indépendance des Canadiens s'est trouvée anéantie par un paternalisme qui s'étend du berceau à la tombe; et les gens ne savent plus imposer la discipline nécessaire pour obtenir ce qu'ils veulent.

• (2110)

Depuis quinze ans que notre pays est dominé par les libéraux, il a également perdu tout désir d'atteindre à un niveau d'excellence. A un moment donné, nous avons atteint ce niveau; notre technique était la meilleure au monde. Elle pourrait l'être encore aujourd'hui. Cependant, nous aurions pu repartir à zéro et construire des navires, former une armée et une marine. Nous aurions pu jouer notre rôle dans le monde en marchant la tête haute, fiers d'être Canadiens. Nous étions animés d'un sentiment, d'un désir d'aller de l'avant. Le Canada, au cours des douze dernières années, a perdu lentement mais sûrement, et de façon méthodique, son niveau d'excellence et tout désir d'atteindre à cette excellence. Nous avions à l'époque un niveau de vie qui faisait l'envie du monde entier, monsieur l'Orateur. Nous étions alors au troisième rang, nous sommes aujourd'hui au treizième et nous sommes en perte de vitesse. Cela se ressent tous les jours. Nous avons modifié un régime fiscal fondamental et simple, monsieur l'Orateur, pour en faire un système monstrueux et compliqué. Dans le cadre duquel des fonctionnaires et des bureaucrates menacent de s'ingérer de façon arbitraire dans nos vies. Nous connaissons l'intervention gouvernementale et la confusion. Le dernier budget, qui s'est révélé une catastrophe nationale, nous a ôté tout pouvoir de décision. Il a supprimé à tout jamais la seule chance qu'il nous restait d'effectuer un revirement et de créer des emplois. Ce jour fatal fut le 12 novembre.

Je suppose que la plus grosse erreur que nous ayons faite, c'est d'avoir laissé le gouvernement parler de remettre les points fiscaux aux mains des bureaucrates, monsieur l'Orateur, car maintenant, ils se les sont attribués. Ils estiment inutile de nous les transmettre pour nous permettre, à vous, à moi et aux autres qui travaillons dans des branches diverses sous l'autorité de la loi, de profiter de ce système de points fiscaux pour créer des richesses ou des emplois et faire quelque chose d'utile. Ils estiment qu'avec leurs bureaux et leurs livres, ils possèdent un droit divin que je n'ai pas, et tant que cette attitude prévaudra, je puis vous dire, monsieur l'Orateur, que notre pays sera en danger, car cela aboutira sûrement à l'agitation sociale.